

**Convention de mécénat n° R passée pour le  
Château de Montvallat entre la Demeure Historique, Madame Agnès  
Royer et Monsieur Michel Royer, indivisaires.**  
(articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du Patrimoine)

La présente convention concerne le Château de Montvallat, Lieu dit Montvallat – 15110 Chaudes-Aigues, classé en totalité au titre des monuments historiques par arrêté du 8 septembre 2000, y compris le châtelet d'entrée, la fontaine, les terrasses et les jardins, dénommé ci-après « le Monument ».

Elle est passée entre :

+ la Demeure Historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57 quai de la Tournelle, Paris Vème, agréée le 8 juillet 2008 puis le 13 juillet 2016 par le ministre chargé du Budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code Général des Impôts, représentée par Jean de Lambertye, son Président, dénommée ci-après « la Demeure Historique » ;

+ L'indivision dont la liste est la suivante :

- Monsieur Michel Royer (67%), domicilié 40, rue de Laborde - 75008 PARIS ;
- Madame Agnès Royer (33%), domiciliée 28, rue Vasco de Gama - 75015, PARIS,

dénommés ci-après « les Indivisaires ».

## **I Programme des travaux**

Article premier La convention s'applique au programme de travaux décrits et évalués à l'annexe I. Les Indivisaires déclarent sous leur responsabilité que ces travaux portent sur les parties classées du Monument ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées.

Les Indivisaires déclarent qu'il ne s'agit ni d'un mécénat de compétence, ni d'un mécénat en nature.

Les Indivisaires s'engagent à informer la Demeure Historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, ils le réduiront à due concurrence, avec l'accord de la Demeure Historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas

l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

## **II Financement des travaux**

Article 2 Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par les Indivisaires, avec l'accord de la Demeure Historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Article 3 Les Indivisaires s'engagent, pour le cas où le total de l'aide fournie par la Demeure Historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Article 4 Les Indivisaires déclarent sous leur responsabilité que ni eux, ni d'autres personnes physiques ou morales présentes sur le site, n'ont réalisé de recettes commerciales excédant 60 000 euros pour l'année civile 2017. Ils déclarent qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié dans le Monument qui puissent remettre en cause sa gestion désintéressée.

## **III Engagements des Indivisaires**

Article 5 Les Indivisaires s'engagent :

- + à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 81% pour la phase 1 de travaux, de 78% pour la phase 2 et de 100% pour la phase 3 des travaux ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- + à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- + à remettre à la Demeure Historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'ils seront en possession de ces documents ;
- + de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- + à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux.

Article 6 Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, les Indivisaires s'engagent à remettre à la Demeure Historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

### III.1 Engagement de conservation du Monument

Article 7 Les Indivisaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit à conserver le Monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de leur propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

### III.2 Engagement d'ouverture au public du Monument

Article 8 Les Indivisaires s'engagent, pour eux-mêmes et leurs ayants droit, à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du Monument qui ont fait l'objet de ceux-ci et qui ne sont pas clairement visibles de la voie publique. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Les Indivisaires en aviseront chaque année avant le 31 janvier la Direccte (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi), par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du Monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L 227-4 du Code de l'Action Sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre les Indivisaires et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'Etat ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le Monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Les Indivisaires s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées européennes du Patrimoine, notamment).

### **IV Inexécution des obligations des Indivisaires**

Article 9 Les Indivisaires s'engagent, pour eux-mêmes et leurs ayants droit, à informer la Demeure Historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 7 de la présente convention, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Les Indivisaires s'engagent à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 7 et 8, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Article 10 En cas de succession incluant le Monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 7 et 8 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le Monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 11 deviendra exigible.

Article 11 En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées à l'article premier, 4 et 6, les Indivisaires devront rembourser à la Demeure Historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après eux, à leurs ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur

commise. S'agissant de l'article premier, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 4 et 6, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 7 et 8, les Indivisaires et leurs ayants droit devront rembourser à la Demeure Historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Article 12 Les Indivisaires s'engagent, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du Patrimoine.

## **V Surveillance des travaux**

Article 13 La Demeure Historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir ses droits en conséquence.

## **VI Modalités de paiement**

Article 14 Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom des Indivisaires et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Les Indivisaires les viseront à son tour et attesteront de la réalité des prestations effectuées. Ils transmettront ces pièces à la Demeure Historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Les Indivisaires n'étant pas assujettis à la TVA, la Demeure Historique règlera le montant TTC.

En conséquence, Les Indivisaires ne feront figurer dans leurs comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de la Demeure Historique aux entrepreneurs dans leurs déclarations d'impôt sur le revenu. Ils n'y feront figurer que la fraction restant à leur charge.

Article 15 Avant de régler une facture, la Demeure Historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique du Monument, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires d'architectes correspondants et de cabinets d'études pourront également être réglés par la Demeure Historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et des Indivisaires se trouvant engagée par leurs visas.

## **VII Contreparties du mécène**

Article 16 *Sans objet*

## **VIII Frais de gestion de la Demeure Historique**

Article 17 Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par les Indivisaires, la Demeure Historique retiendra pour ses frais de gestion 4 % sur la fraction de chaque don reçu inférieure ou égale à 10 000 €, et 2 % sur la fraction excédant ce montant.

## **IX Dispositions diverses**

Article 18 Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, la Demeure Historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par les Indivisaires. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocats et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre la Demeure Historique au sujet des travaux ou de ses résultats, Les Indivisaires, seuls responsables de ces travaux, devront prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

## **X Exclusivité**

Article 19 Les Indivisaires s'engagent à ne pas signer de convention de mécénat portant sur les mêmes travaux que ceux mentionnés à l'annexe 1 avec d'autres structures habilitées.

Le non-respect de cette clause entraînerait la rupture immédiate de la présente convention.

## **XI Communication et publication de la convention**

Article 20 La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de la Demeure Historique (et, s'ils le souhaitent, sur celui des Indivisaires), et remise aux mécènes pressentis. La Demeure Historique la transmettra au ministère chargé de la Culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, la Demeure Historique la transmettra également au Bureau des Agréments de la Direction Générale des Finances publiques.

Article 21 Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles premier et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

## **XII Entrée en vigueur de la Convention**

Article 22 La convention entrera en vigueur lors de la réception, par la Demeure Historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance

précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La Demeure Historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués des frais de gestion prévus à l'article 17.

### **XIII Litiges**

Article 23 En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le Guide juridique du mécénat en faveur des monuments historiques privés de la Demeure Historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis aux Indivisaires. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

Fait en 3 exemplaires à Paris le

Signatures :

Jean de Lambertye Président de la Demeure Historique	Michel Royer Indivisaire	Agnès Royer Indivisaire
--	-----------------------------	----------------------------

## Annexe I : Programme de travaux

Le programme de travaux se décompose en trois phases. La première concerne l'aile Est du Château de Montvallat avec la réouverture et le réaménagement des baies et des fenêtres, ainsi que la réinstallation des meneaux. Cette partie du monument est, suivant la déclaration des indivisaires, clairement visible de la voie publique.

La deuxième phase inclut la réfection du sol du rez-de-chaussée de l'aile Sud ainsi que les pavages du rez-de-chaussée de l'aile Nord. Elle comprend la restauration de portes monumentales à l'extérieur et de menuiseries intérieures. Des meneaux seront installés sur l'aile Sud. Des travaux de réfection du sol, du plafond et des cloisons de l'aile Est seront également réalisés, ainsi que les couvertures de l'aile nord et de la tour féodale.

Enfin, la troisième phase porte sur la pièce de Vénus et Adonis, contiguë au cabinet des Métamorphoses, au premier étage de l'aile Sud du château. Ces travaux de restauration comprennent : la cheminée Renaissance de Vénus & Adonis ; le tableau de la chasse et de la mort d'Adonis ; les lambris ; l'encadrement de la fenêtre portant paysages et tête d'anges ; les décors des poutres et entrevous portant masques de grotesques, cuirs & guirlandes de fruits ; ainsi que la frise en décor mural sous plafond et l'enduit de chaux sur l'ensemble de la pièce.

TRAVAUX	COÛT TTC
<b>PHASE 1 : Ouvertures et meneaux de l'aile Est</b>	
Travaux de maçonnerie – pierre de taille	96 924,00 €
Honoraires d'architecte	6 930,00 €
<b>Sous-total PHASE 1</b>	<b>103 854,00 €</b>

<b>PHASE 2 : restauration des sols, des menuiseries et des ouvertures de l'aile Sud et Nord ; des meneaux et des intérieurs de l'aile Est</b>	
Maçonnerie – pierre de taille	213 744,00€
Menuiserie et ferronnerie	73 975,00€
Couverture	47 058,00€
Honoraire de maîtrise d'œuvre	28 714,00€
<b>Sous-total 2</b>	<b>363 491,00€</b>

<b>PHASE 3 : Restauration de la pièce Vénus et Adonis – 1<sup>er</sup> étage de l’aile sud du château</b>	
Décors	66 440,00€
Plancher et isolation	32 207,00€
Lambris et enduits	21 560,00€
<b>Sous-total PHASE 3</b>	<b>120 207,00€</b>
<b>TOTAL</b>	<b>587 552,00€</b>

Signatures :

Michel Royer Indivisaire	Agnès Royer Indivisaire
-----------------------------	----------------------------



## Annexe II : Plan de financement

<b>PHASE 1</b>	Pourcentage	Montant €
DRAC	40%	41 542,00€
Mécénat	41%	42 312,00 €
Auto-financement	19%	20 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>103 854,00 €</b>

<b>PHASE 2</b>	Pourcentage	Montant €
DRAC	40%	145 396,00€
Conseil départemental	2%	8 720,00€
Mécénat	36%	131 375,00 €
Auto-financement	22%	78 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>363 491,00 €</b>

<b>PHASE 3</b>	Pourcentage	Montant €
DRAC	40%	48 000,00€
Conseil régional	20%	24 000,00€
Mécénat	40%	48 207,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>120 207,00 €</b>

Signatures :

Michel Royer Indivisaire	Agnès Royer Indivisaire
-----------------------------	----------------------------

## Annexe III

### Entreprises réalisant les travaux

- Menuiserie :
  - Asselin, 10 boulevard Auguste Rodin B.P. 95 - 79102 Thouars
  - Gastal, Le Bourg - 15110 Chaudes-Aigues
  - Gérard Seloude, Lacroze - 15500 Auriac l'Eglise
- Maçonnerie :
  - Vermorel, Z.A. de l'Aéroport, La Cordenade - 12330 Salles La Source
  - Socoba, 129 rue Romain Rolland - 19100 Brive-la-Gaillarde
- Restauration des décors :
  - Alix Laveau, 11 rue des Epinettes - 75017 Paris
  - Franck Wehrlé, 7 rue Chabanais - 75002 Paris

### Echéancier de leur réalisation

- Phase 1 de travaux : mars 2019 – fin novembre 2019
- Phase 2 de travaux : novembre 2018 – fin décembre 2019
- Phase 3 de travaux : octobre 2019 – avril 2020

### Calendrier prévisionnel de leur paiement

	4 <sup>e</sup> trim. 2018	1 <sup>er</sup> trim. 2019	2 <sup>e</sup> trim. 2019	3 <sup>e</sup> trim. 2019	4 <sup>e</sup> trim. 2019	1 <sup>er</sup> trim. 2020
1 <sup>ère</sup> tranche	6 930€	48 462€	48 462€			
2 <sup>e</sup> tranche	20 427€	98 156€	90 044€	97 517€	57 347€	
3 <sup>e</sup> tranche					66 440€	53 767€
Total	27 357€	146 618€	138 506€	97 517€	123 787€	53 767€

Signatures :

Michel Royer Indivisaire	Agnès Royer Indivisaire
-----------------------------	----------------------------